



DEPARTEMENT DE LA  
HAUTE-GARONNE 31600

ARRONDISSEMENT DE MURET

REPUBLIQUE FRANCAISE

## VILLE DE SEYSSSES

**ARRETE 2025-024**  
**AUTORISATION DE TRAVAUX (AMÉNAGEMENT D'UN BATIMENT EXISTANT**  
**POUR CRÉER UNE MICRO-CRÈCHE ET DES BUREAUX)**  
**D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**  
**– SCI LUISACK–**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-55,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le dossier AT 03 1547 24 U0008, n° urbanisme PC 031 547 24 U0050, pour l'aménagement d'un bâtiment existant pour créer une micro-crèche et des bureaux,

Vu l'avis favorable de la commission d'arrondissement de MURET, pour l'accessibilité des personnes handicapées, en date du 23 janvier 2025,

Le Maire de la ville de SEYSSSES,

### ARRÊTE

**Article 1 :** L'exécution des travaux pour l'aménagement d'un bâtiment existant pour créer une micro-crèche et des bureaux, 4 Bis Impasse Gabriel Péri à SEYSSSES -31600-, est accordée sous réserve du respect des plans et descriptifs présentés.

**Article 2 :** Le pétitionnaire est tenu de respecter les prescriptions. La commission estime nécessaire la réalisation des prescriptions mentionnées dans l'avis joint en annexe.

**Article 3 :** Conformément à l'article R.111-19-21 du Code de la Construction et de l'habitation et dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage adresse à l'autorité compétente qui a délivré la déclaration préalable de travaux et au maire, une attestation de conformité sur le respect des règles d'accessibilité établie par un contrôleur technique agréé ou un architecte différent de celui qui a signé la demande de permis de construire.

**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire et une ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de MURET,

Fait à SEYSSSES, le 30 janvier 2025

Jérôme BOUTELOUP  
Maire de SEYSSSES

Reçu en Sous-Préfecture le, 06 février 2025  
Certifié exécutoire  
Affiché le 06/02/2025 jusqu'au 06/04/2025  
Notifié le,







**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

DDT 31

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 31/ST/PTC/UPP-PST  
Tél. : 05-36-47-80-30  
ddt-accessibilite@haute-garonne.gouv.fr

**Commission d'arrondissement de Muret**

**Réunion du jeudi 23 janvier 2025**

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX  
PERSONNES HANDICAPEES**

**Procès verbal de la réunion**

**Textes de référence**

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

**DOSSIER N° AT 031 547 24 U 0008**

**N° urbanisme : PC 031 547 24 U 0050**

**Commune : SEYSSES**

**Demandeur : SCI LUISACK représenté(e) par Mme PAYRAU Kristel**

**Adresse du demandeur : 19 Impasse des Bruyeres 31470 SAINT LYS**

**Nom établissement :**

**Adresse des travaux : 4 Bis Impasse Gabriel Peri 31600 SEYSSES**

**Types : R Établissements d'enseignement, colonies de vacances / W Administrations, banques, bureaux / Catégorie ERP : 5**



**Nature des travaux :**

création de volumes, modification de la façade, travaux d'aménagement  
**Aménagement d'un bâtiment existant pour créer une micro-crèche et des bureaux**

**Demande de dérogation : non**

**Membres permanents de la commission présents :**

Le quorum est atteint.

**MOTIVATION**

- sur l'autorisation : Favorable avec prescriptions conformément à l'arrêté du 08/12/2014

**Article 10 - Portes**

En cas de travaux ou de leur renouvellement, les portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif d'ouverture présentent un contraste visuel par rapport à leur environnement.

\*\*\*\*\*

**AVIS DE LA COMMISSION**

La commission émet **un avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

Fait à Muret, le jeudi 23 janvier 2025

Pour le Sous-Préfet de Muret  
La présidente de la commission



Mme Rose-Marie VENGUT

Conformément à l'article R. 122-30 du Code de la construction et de l'habitation, et dans les trente jours suivant la fin des travaux, le maître d'ouvrage adresse à l'autorité compétente qui a délivré le permis de construire et au maire une attestation de conformité sur le respect des règles d'accessibilité établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément ou un architecte différent de celui qui a signé la demande de permis de construire.

Le Décret n°2017-431 du 28/03/2017 rend obligatoire l'élaboration et la mise à disposition d'un registre public d'accessibilité par les exploitants d'ERP. Ce registre précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles l'établissement a été conçu. Ce registre doit être mis à disposition du public à compter du 30/09/2017 (art.3).

L'arrêté du 19/04/2017 fixe le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

A voir sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>